

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 512

[C — 2005/27051]

**3 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant le contenu de la Charte du Commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au Commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, notamment son article 20;

Vu l'avis du conseil d'administration du centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », donné le 18 novembre 2004;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 25 novembre 2004;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 30 novembre 2004;

Vu l'avis du conseil d'administration du centre hospitalier psychiatrique du « Chêne aux haies », donné le 2 décembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 octobre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2004;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle certaines matières visées à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** En exécution de l'article 20 du décret relatif au commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, le Gouvernement wallon détermine le contenu de la Charte du Commissaire du Gouvernement.

Cette charte est reprise en annexe au présent arrêté et en fait partie intégrante.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 février 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

CHARTE DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Sans préjudice des dispositions décrétales ou statutaires existantes, Monsieur/Madame ....., nommé(e) Commissaire du Gouvernement wallon auprès de .... en date du ..., s'engage à respecter les dispositions déontologiques et procédurales suivantes qui forment la Charte à conclure entre le Commissaire et le Gouvernement wallon :

1. Le Commissaire veillera tout au long de son mandat à un respect scrupuleux des dispositions décrétales lui applicables, en particulier celles contenues dans le décret du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution portant sur :

- la disponibilité suffisante pour l'exercice du mandat (article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°);
- l'absence de condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction (article 4, § 1<sup>er</sup>, 3°);
- l'absence de lien avec tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés dans diverses normes légales nationales ou internationales (article 4, § 1<sup>er</sup>, 4°);
- l'absence de conflit d'intérêt fonctionnel ou personnel (article 4, § 1<sup>er</sup>, 5°);
- les incompatibilités (article 6, § 1<sup>er</sup>).

Le Commissaire est tenu d'informer par écrit et sans délai le Ministre-Président et le Ministre de tutelle qu'il ne remplit plus, le cas échéant, les conditions préalables à sa nomination ou qu'il se trouve dans le cas d'une incompatibilité visée par le décret.

Hormis le cas des incompatibilités, l'absence d'information ou sa transmission tardive relative à ces sujets, pourra être constitutive d'une faute et faire l'objet de la procédure de révocation visée à l'article 7 du décret.

Les rapports, communications ou avis que le commissaire doit rendre en exécution du décret (en particulier les articles 10 à 14), seront réalisés dans des délais utiles, seront accompagnés des explications nécessaires à la compréhension de leur dimension technique et seront complétés par toute pièce ou autre élément probant.

Il transmettra, en exécution de l'article 13 du décret, un rapport trimestriel sur la situation de la trésorerie de l'organisme conformément au modèle ci-joint.

2. Le Commissaire s'assurera du respect par l'organisme de l'intérêt général, de la légalité et des objectifs définis par les normes décrétales et réglementaires lui applicables ou par le contrat de gestion, en utilisant son pouvoir de contrôle de manière proportionnée.

Il agira, dans le cadre de l'exercice de sa mission, en tant que gardien des intérêts du Gouvernement wallon et, plus largement, de l'actionnaire public tel que visé à l'article 20, alinéa 3, 2°, du décret.

Il fera preuve de la plus grande discrétion à propos de l'exercice de sa mission et s'abstiendra de toute prise de position publique et de divulgation à quiconque d'informations privilégiées, confidentielles ou susceptibles de porter préjudice aux intérêts de l'organisme obtenues en raison de ses fonctions.

Cette obligation est particulièrement applicable, en ce qui concerne les informations et indications qu'un Ministre ou le Gouvernement wallon viendrait à lui donner.

Il veillera à développer ses compétences et informera par écrit le Ministre-Président et le Ministre de tutelle au 30 juin de chaque année, de la manière dont il a développé et mis à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'organisme, en précisant l'aide et les moyens que celui-ci a mis à sa disposition.

3. Le Commissaire doit être loyal à l'égard de l'organisme auprès duquel il est nommé, intègre, impartial et digne dans l'exercice de ses fonctions.

Il doit être disponible pour l'organisme, en particulier pour les réunions régulières de ses organes de gestion auxquelles il ne peut s'absenter que pour des motifs impérieux.

Il informe immédiatement et par écrit l'organe de gestion par l'intermédiaire de son président d'une orientation nouvelle que le Gouvernement souhaiterait voir prendre relativement aux missions, aux statuts ou à l'objet social de l'organisme.

Il informe l'organisme, selon la même procédure, de toute instruction reçue de la part du Ministre de tutelle.

Il ne doit se faire le représentant d'aucun groupe de pression et demeurer indépendant de tout pouvoir à l'exception du Gouvernement wallon.

Il ne peut à aucun moment, directement ou indirectement accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne.

Il ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autres avantages que ceux d'usage et de valeur minime.

Pour le Gouvernement wallon,

Le Commissaire du Gouvernement wallon,

Le Ministre-Président,

Le Ministre de tutelle,

ORGANISME :

	01/01/200x	31/03/200x	30/06/200x	30/09/200x	31/12/200x
Placements de trésorerie + valeurs disponibles (1)					
Trésorerie active (1)					
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année + dettes financières (2)					
Trésorerie passive (II)					
Trésorerie nette (I) - (II)					

(1) Pour les organismes ayant organisé leurs comptes annuels conformément au schéma prescrit par l'arrêté royal du 8 octobre 1976, il s'agit des rubriques « VIII. Placements de trésorerie (compte 50/53) » et « IX. Valeurs disponibles (comptes 54/58) » du bilan.

(2) Pour les organismes ayant organisé leurs comptes annuels conformément au schéma prescrit par l'arrêté royal du 30 janvier 2001, il s'agit des rubriques « IX.A. (comptes 42) » et « IX.B. (comptes 43) » du passif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2005 déterminant le contenu de la Charte du Commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Namur, le 3 février 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 512

[C — 2005/27051]

**3 FEBRUARI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de inhoud van het Handvest van de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers", gegeven op 18 november 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 25 november 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 30 november 2004;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het psychiatrisch ziekenhuis "Chêne aux Haies", gegeven op 2 december 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 oktober 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 19 januari 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt sommige aangelegenheden bedoeld in artikel 127, § 1, en in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Ter uitvoering van artikel 20 van het decreet betreffende de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt de inhoud van het Handvest van de regeringscommissaris vastgesteld door de Waalse Regering.

Dat handvest wordt gevoegd in bijlage bij dit besluit en maakt er noodzakelijk deel van uit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 februari 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Bijlage

## HANDVEST VAN DE REGERINGSCOMMISSARIS

Onverminderd de bestaande decretale of statutaire bepalingen, verbindt de Heer/Mevrouw....., benoemd tot commissaris van de Waalse Regering bij ..... d.d. ...., zich ertoe om de volgende deontologische en procedurele bepalingen, die het tussen de commissaris en de Waalse Regering te sluiten handvest uitmaken, in acht te nemen.

1. Tijdens zijn mandaat zorgt de commissaris voor een scrupuleuze naleving van de hem toepasselijke decretale bepalingen, inzonderheid die opgenomen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende:

— de voldoende beschikbaarheid voor de uitoefening van het mandaat (artikel 4, § 1, 1°);

— het gebrek aan strafrechtelijke veroordeling die onverenigbaar zou zijn met de uitoefening van de functie (artikel 4, § 1, 3°);

— het gebrek aan verband met elke instelling, partij, vereniging of rechtspersoon, welke die ook is, die de democratische principes opgenomen in verschillende nationale of internationale wettelijke normen niet zou naleven (artikel 4, § 1, 4°);

— het gebrek aan functioneel of persoonlijk belangenconflict (artikel 4, § 1, 5°);

— de onverenigbaarheden (artikel 6, § 1).

De commissaris is gehouden de Minister-President en de toezichthoudende Minister schriftelijk en onverwijld ervan te verwittigen dat hij, in voorkomend geval, de benoemingsvoorwaarden niet meer vervult of dat hij zich bevindt in het geval van een in het decreet bedoelde onverenigbaarheid.

Behalve de onverenigbaarheden, kan het gebrek aan informatie wat die voorwerpen betreft of de late overdracht ervan een tekortkoming vormen en het voorwerp uitmaken van de in artikel 7 van het decreet bedoelde afzettingprocedure.

De verslagen, mededelingen of adviezen die de commissaris moet bezorgen ter uitvoering van het decreet (inzonderheid de artikelen 10 tot 14) worden uitgevoerd binnen de gestelde termijnen en zijn vergezeld van de noodzakelijke technische verklaringen; daarbij worden de nodige bewijsstukken gevoegd.

Hij bezorgt, ter uitvoering van artikel 13 van het decreet, een driemaandelijks verslag over de kasmiddelen van de instelling overeenkomstig het bijgaande model.

2. De commissaris zorgt voor de naleving door de instelling van het algemeen belang, de wettelijkheid en de doelstellingen die vastgesteld zijn in de haar toepasselijke decretale en reglementaire bepalingen of in de beheersovereenkomst, door zijn controlebevoegdheid op evenredige wijze uit te oefenen.

Hij handelt in het kader van de uitoefening van zijn opdracht als beschermer van de belangen van de Waalse Regering en meer in het algemeen van het in artikel 20, derde lid, 2°, van het decreet bedoelde publieke aandeelhouder.

Hij bewaart de grootste discretie over de uitoefening van zijn opdracht en onthoudt zich van elke stellingname en onthulling van vertrouwelijke informatie of informatie die nadeel kan berokkenen aan de belangen van de instelling, die hij zou hebben verkregen in het kader van zijn ambt.

Deze verplichting is in het bijzonder toepasselijk op de informatie en aanwijzingen die een Minister of de Waalse Regering hem zou geven.

Hij zorgt voor de ontwikkeling van zijn vaardigheden en informeert de Minister-President en de toezichthoudende Minister schriftelijk op 30 juni van elk jaar over de wijze waarop hij zijn beroepsvaardigheden in de activiteitsgebieden van de instelling heeft ontwikkeld en bijgewerkt, met vermelding van de middelen en hulpmiddelen die door laatstgenoemde te zijner beschikking zijn gesteld.

3. De commissaris moet trouw zijn ten aanzien van de instelling waarbij hij benoemd is; hij moet ook integer, onpartijdig en waardig zijn in de uitoefening van zijn opdrachten.

Hij moet beschikbaar zijn voor de instelling, in het bijzonder voor de regelmatige vergaderingen van haar beheersorgaan waarbij hij alleen om dringende redenen afwezig mag zijn.

Hij informeert de beheersinstelling onmiddellijk en schriftelijk door toedoen van zijn voorzitter over een door de Regering gewenste nieuwe oriëntatie van de opdrachten, statuten of doel van de instelling.

Hij informeert de instelling, volgende dezelfde procedure, over elke instructie van de toezichthoudende Minister.

Hij mag niet optreden als vertegenwoordiger van een pressiegroep, welke het ook is en moet onafhankelijk blijven van elke overheid, met uitzondering van de Waalse Regering.

Hij mag op geen ogenblik, rechtstreeks of onrechtstreeks, een onbehoorlijke gunst of voordeel aanvragen, verlenen noch aanvaarden voor zichzelf of elke andere persoon.

Hij mag geen geschenk, teken van gastvrijheid noch andere voordelen aanvaarden dan die welke gebruikelijk en van geringe waarde zijn.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President

De Commissaris van de Waalse Regering,  
De Toezichthoudende Minister,

INSTELLING :

	01/01/200x	31/03/200x	30/06/200x	30/09/200x	31/12/200x
Geldbeleggingen + liquide middelen (1)					
Vlottende activa (1)					
Schulden op meer dan één jaar verval- lend binnen het jaar (2) + financiële schulden					
Vreemd vermogen (II)					
Netto-thesaurie (I)-(II)					

(1) Voor de instellingen die hun jaarrekeningen hebben georganiseerd volgens het schema voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, gaat het om de rubrieken "VIII. Geldbeleggingen (rekening 50/53)" en "IX. Liquide middelen (rekeningen 54/58)" van de balans.

(2) Voor de instellingen die hun jaarrekeningen hebben georganiseerd volgens het schema voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 30 januari 2001, gaat het om de rubrieken "IX.A. (rekeningen 42)" en "IX.B. (rekeningen 43)" van het passief.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2005 tot vaststelling van de inhoud van het Handvest van de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Namen, 3 februari 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE